

regards.fr

regards

Novembre 2012

AUSTÉRITÉ

PÉNICHE

COOPÉRATIVE

PORTUGAL

LE BLOCO

CHINE

CONGRÈS PCC

SÉRIES TV

ÉLECTIONS US

LES ALTERNATIFS



QUE
FABRIQUE
LA GAUCHE
DU PS ?

3€

EXEMPLAIRE
OFFERT

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction
Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique
Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction
Thomas Bauder, Benoît Borrits, Juliette Cerf,
Emmanuelle Cosse, Sophie Courval,
Rémi Douat, Marc Endeweld, Nicolas Kssis,
Roger Martelli, Martov, Aline Pénitot,
Emmanuel Riondè, Marion Rousset,
Diane Scott, Catherine Tricot, Arnaud Viviant

Secrétariat de rédaction
Sophie Courval

Administration et abonnements
Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité
comptabilite@regards.fr

Publicité
Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards
Directrice de la publication
et gérante
Clémentine Autain

Photo de couverture:
Philippe Grangeaud

SOMMAIRE

p.5 Lu sur regards.fr

p.8 Analyse
Les Alternatifs montent au front

p.13 Médias
Du Boulevard Voltaire à la mairie
de Béziers

p.14 Analyse
Austérité, l'état du débat

p.22 Sélection essais

p.24 Dossier
Que fabrique la gauche du PS ?

p.34 Entretien
Portugal, les espoirs
du congrès du Bloco

p.38 Martine Bulard
« La peur du chaos est un moteur
puissant du statu quo »

p.42 Présidentielle U.S.
Ce sont les séries télés
qui en parlent le mieux !

p.46 Reportage
Le Petit bain, love boat

ÉDITO

On ne gagne pas... en capitulant

En janvier 1956, le secrétaire général du Parti socialiste SFIO, Guy Mollet, est désigné comme président du Conseil, à l'issue d'élections menées sous le signe du Front républicain, une alternative au « nouveau Front populaire » que réclamaient alors les communistes de Maurice Thorez. Au cœur de la campagne électorale des socialistes, figurait la paix en Algérie.

Quand il compose son gouvernement, Guy Mollet place au poste de ministre résident en Algérie un homme réputé progressiste et favorable à une solution négociée, le général Catroux. Le 6 février, le chef du gouvernement se déplace Algérie pour confirmer la ligne qu'il a définie dans son discours d'investiture : « Cessez-le-feu, élections, négociations. » La réception des partisans de l'Algérie française est musclée, 30 ans après les manifestations d'extrême droite de Paris. On retiendra ce jour-là comme « le jour des tomates ».

Le soir-même, Catroux est contraint de démissionner. Le 11 avril, le gouvernement rappelle 70 000 réservistes, puis 50 000 en mai. Officiellement, la France est confrontée à un problème d'ordre intérieur. L'appel au contingent dit en fait, crûment, qu'elle s'enfoncé dans la guerre coloniale. Les socialistes au pouvoir pensaient désarmer ainsi les extrémistes et sauver la République. Le calcul s'avère funeste : deux ans plus tard, le 13 mai 1958, les manifestants du 6 février prennent le pouvoir à Alger. Le 3 juin, le général de Gaulle a les mains libres pour changer la Constitution. La Quatrième République est morte ; le Parti socialiste s'engage dans une longue crise qui ne connaîtra son terme qu'en 1971.

L'Histoire ne se répète pas. Ou plutôt, les hommes sont libres de ne pas la répéter. Quand l'adversaire lance des tomates, on ne s'excuse pas au risque de radicaliser ceux qui vous combattent. Quand la droite hurle aux loups, quand le patronat crie misère, on ne dévie pas des partis pris raisonnables : on ne décore pas les pyromanes sous prétexte qu'il faut éteindre le feu. On n'enfoncé pas un peu plus le travail, seul créateur de richesse, quand un nouveau modèle de développement est à trouver.

← ROGER MARTELLI

Ce deuxième numéro du
e-mensuel vous est offert.
Conçu par des journalistes,
il est gratuit mais coûteux.
Abonnez-vous.

Abonnez
vous
page 20

CHERS LECTEURS, CHÈRES LECTRICES,

à partir de décembre, notre e-mensuel
sera réservé aux abonnés de Regards



À tous
les abonnés qui ne nous
ont pas encore envoyé
leur adresse e-mail, envoyez-la vite
à emensuel@regards.fr



À tous
les nouveaux lecteurs
qui souhaitent continuer
à lire notre e-mensuel,
abonnez-vous.



Très chaleureusement, l'équipe de Regards

USA

La fin de la toute-puissance de Walmart

Pour la première fois depuis 50 ans, les employés de la plus grosse entreprise américaine ont osé faire grève, et menacent de frapper encore plus fort.

« *Le génie est sorti de la lampe* », se réjouit Dorian Warren, professeur de sciences politiques à Columbia, spécialisé dans les mouvements sociaux. « *Il y aura un avant, et un après* », la première grève des salariés de Walmart en 50 ans d'existence. La plus grosse entreprise au monde avec 1,3 million de travailleurs rien qu'aux Etats-Unis et plus de 16 milliards de bénéfices en 2011 est aussi connue pour être l'entreprise avec la posture la plus anti-syndicale du pays.

Quand les bouchers du Walmart de Jacksonville au Texas ont entrepris de se syndiquer en 2000, tous les rayons boucheries des supermarchés de la chaîne ont été supprimés en Amérique du Nord. Lorsque tous les travailleurs de Jonquière au Québec se sont dit favorables à une syndicalisation, Walmart a fermé le magasin et licencié tous les employés. [...]

[!\[\]\(c694a3ff3b077d76910920a6a1593ab4_img.jpg\) LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

ENTRETIEN AVEC JEAN-YVES CAMUS

« Éviter des résolutions non pacifiques des conflits entre Etats et régions »

En Espagne, Belgique, Grande Bretagne, des formations politiques autonomistes occupent le devant de la scène. À l'occasion de scrutins ou de consultations, elles viennent de rappeler ces dernières semaines que la tentation séparatiste est toujours présente en Europe. Un entretien avec Jean-Yves Camus, politologue, chercheur associé à l'IRIS.

Regards.fr : Assiste-t-on à une résurgence des séparatismes régionaux en Europe ?

JEAN-YVES CAMUS. Ce terme de résurgence suppose que l'on est en train de parler de phénomènes qui s'étaient éteints, avaient disparu et qui soudainement referaient surface. Or ce n'est pas le cas. En Flandre, au Pays Basque, en Catalogne, en Ecosse, dans toutes ces régions, le sentiment d'identité régionale est fort, ancien, et ancré dans l'histoire parfois depuis le moyen-âge. On parle là de peuples aux identités, aux spécificités et aux cultures propres, avec en plus dans le cas des trois premiers - un peu moins pour les écossais - une facette linguistique importante. [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

LUTTE

Au jour le jour, la lutte pour la survie du théâtre Paris-Villette

Les salariés, des artistes, des techniciens et des spectateurs du Paris-Villette ont jusqu'au 8 novembre pour trouver une solution après la décision soudaine de la Ville de Paris de ne pas reconduire sa subvention pour financer la saison 2012-2013. Une saison qui pourtant a déjà commencé.

J-10, les compagnies ont été reçues à la Mairie : le statut quo

Les compagnies programmées au Paris-Villette ont été reçues lundi matin à la mairie. Fortes de la journée-manifeste de dimanche et de la mobilisation qui monte, elles ont souhaité réaffirmer leur attachement au théâtre Paris-Villette et elles ne veulent pas céder : la programmation 2012-2013 doit avoir lieu dans le théâtre. Elles sont aujourd'hui dans une très grande urgence : maintenir leurs engagements vis-à-vis des intermittents, de leurs autres partenaires, rassurer leur public, respecter leur boulot-perso mené depuis de nombreuses années pour ce spectacle-là, qui devait être présenté cette année-là, dans ce théâtre-là. Françoise Lepoix, qui doit jouer le Portrait d'Anna Seghers, au Paris-Villette en février, sort de cette réunion sonnée : « *ils cherchent des solutions pour nous reloger dans d'autres théâtres.* » [...]

→ [LIRE LA SUITE SUR REGARDS.FR](#)

Les Alternatifs montent au front

Lors de leur prochain congrès, les héritiers du PSU vont peut-être décider de rallier le Front de gauche.

Un tournant dans l'histoire des Alternatifs. Entretien avec Jean-Jacques Boislaroussie, figure historique du mouvement.

Racontez-nous les origines des Alternatifs...

Les Alternatifs naissent sous ce nom il y a dix ans, à la suite de rapprochements avec la CAP, un groupe issu de la contestation interne du PCF⁽¹⁾. Mais nos racines plus anciennes s'ancrent dans l'héritage du PSU des années 1970. Nous venions pour partie d'une radicalisation des mouvements d'action catholique. Piaget en 1973 reflète bien ce courant. Le PSU était plus un parti objet qu'un parti sujet : il reflétait une radicalité de la société. Nous avions en commun la critique de gauche de l'étatisme. Une partie a conduit le recentrage de la CFDT, est entrée au PS avec Michel Rocard. Nous, davantage liés à des mouvements comme Lip, avons poussé la théorisation autogestionnaire, la recherche d'auto-organisation.

À côté des racines historiques, je vois deux autres filiations. Nous reflétons pour partie une radicalisation du combat écologique. Le mouvement écolo est

percuté par les débats sur la croissance et la décroissance et toutes les questions liées à la reconversion de l'économie. Nous ne sommes clairement pas du côté du « green washing », ce nouveau carburant pour le capitalisme.

L'autre branche contemporaine serait celle qui se nourrit et plonge dans les expérimentations concrètes autour de pratiques comme les Amap⁽²⁾, les coopératives... J'ajouterai enfin, comme référence politique, le féminisme.

Cette référence au féminisme n'a pas beaucoup de réalité tangible, ni dans la composition ➔ de l'organisation ni dans votre



Jean-Jacques Boislaroussie, un des animateurs des Alternatifs

Nouvelle unité

Depuis le printemps dernier, des rapprochements se cherchent entre diverses composantes du Front de gauche. Dès le lendemain de la présidentielle, quelques centaines de militants se sont réunies. Début juillet et fin octobre, ces rencontres larges se sont renouvelées. Entre-temps, des discussions ont eu lieu entre organisations et un texte écrit par quatre d'entre elles est paru fin octobre. La Fase (dont font partie les communistes unitaires), Gauche anticapitaliste, Convergence et Alternative et Gauche Unitaire affirment leur volonté de travailler ensemble. Les Alternatifs ne sont pas signataires tant que leur décision de rejoindre le Front de gauche n'est pas actée. Le périmètre du rassemblement n'a cessé d'évoluer. Il est aujourd'hui fortement marqué par les divers courants issus du NPA. *Médiapart* titrait « Reconstitution de ligue dissoute ». Pour le constat, ce n'est pas faux. Pour la suite, c'est plus ouvert. La participation des Alternatifs à ce regroupement sera déterminante, comme la place faite aux écologistes de gauche et aux individus. Car il s'agit de porter de façon audible dans le FG des questions qui tiennent aux cœurs des différents partenaires, en particulier celle d'un élargissement du FG au-delà du PCF et du PG de Jean-Luc Mélenchon et au-delà des adhérents directs des partis constitués. **← CT.**

réflexion qui n'est pas si singulière sur ce sujet...

C'est vrai que nous ne différons pas sur ce point de la plupart des organisations politiques, gauche de gauche comprises. Le centre de gravité de notre organisation est celui de la gauche radicale en France : autour du salariat garanti. Nous sommes à dominante blanche, masculine et de plus de 50 ans. Mais nous attachons beaucoup d'importance à cet ancrage féministe, comme garde-fou mais aussi dans nos combats internes face à la reproduction des dominations et à la bureaucratisation, à la professionnalisation de la politique.

Je pensais que vous évoqueriez l'héritage des luttes anticoloniales et aujourd'hui les combats postcoloniaux...

Les luttes anticoloniales, en particulier au moment de la guerre d'Algérie, ont vu naître le PSU. Mais cela commence à dater. Cela ne fait plus sens ainsi. On peut dire que notre fibre internationaliste s'est retrouvée dans notre investissement dès les premiers jours du mouvement altermondialiste...

Pour être honnête, il faut dire aussi que l'on est moins homogène sur la question postcoloniale. Nous sommes traversés par les mêmes contradictions que le NPA, Gauche anticapitaliste, et dans une moindre mesure le PC. Le PG lui est assez soudé sur le sujet ! Quelle place accorder à la question

postcoloniale dans la construction de l'unité populaire ? Nous sommes divisés...

Vous venez de nous dire que vous étiez donc rouge, vert et violet (féminisme). Pourquoi une définition aussi « fermée » ? *Quid* des questions contemporaines autour de la ville ou de l'Internet, de la démocratie, des libertés publique... ?

Nous ne sommes pas très performants sur les questions de l'Internet... C'est sans doute lié au profil générationnel de notre mouvement. Cela renvoie aussi à notre trop faible présence dans les institutions territoriales qui ne nous permet pas d'avoir une capacité politique et intellectuelle suffisante pour aborder pleinement les enjeux urbains.

Le Front de gauche est traversé par des débats stratégiques plus ou moins explicites... Comment vous situez-vous par rapport aux autres partenaires de la gauche de gauche ?

Dans les débats stratégiques, nous sommes clairement du côté de l'émancipation. Si je reprenais les termes des années 1970, je dirais que nous sommes gramsciens. Nous accordons de l'importance à la lutte idéologique, nous croyons à la « révolution longue » contre les avant-gardismes. Nous alions présence critique dans l'institution et expérimentation sociale. Pas pour accumuler des forces en vue du basculement mais pour avancer, apprendre,

On est moins homogène sur la question postcoloniale. Nous sommes traversés par les mêmes contradictions que le NPA, Gauche anticapitaliste, et dans une moindre mesure le PC

gagner, même si on ne gagne pas sur tous les terrains.

La gauche de transformation doit être capable de dire quelque chose sur l'immédiat et sur les grands principes de la société qu'elle vise. Elle le fait plus ou moins. La faille majeure ? La stratégie à adopter pour « révolutionner » nos sociétés. Les contre-pouvoirs ou l'appel à la révolution citoyenne ne règlent pas tout. Il nous faut avancer. Nous participons à cette discussion avec nos éléments de singularités.

Ce débat prend parfois des allures urgentes. Par exemple, comment aborder la question de l'avenir de PSA ? On ne peut pas avoir un double discours, écolo un jour et pour la défense de l'emploi dans l'automobile le lendemain. Il faut penser la reconversion de l'industrie automobile. La proposition de la CGT

de sécurité des parcours professionnels ouvre des pistes pour pouvoir faire avancer ces débats sans sacrifier les travailleurs. Cette proposition de sécurité sociale professionnelle est un élément de réponse stratégique qui permet de dessiner un chemin vers la « révolution ». Autre débat : je ne crois pas que nous soyons dans une course de vitesse avec l'extrême droite. Mais dans une course de vitesse pour que ne se structurent pas un groupe blanc-dominant et un groupe coloré-dominé. Nous avons vraiment besoin de penser et d'agir pour passer du peuple en soi au peuple pour soi... C'est-à-dire pour reconstruire une unité populaire politique.

Est-ce que les différents ancrages, les différentes sensibilités au sein de votre organisation influencent votre choix de rejoindre ou non le Front de gauche ?

Certainement. Le débat entre nous porte sur le lieu d'investissement politique. Est-ce dans la recomposition politique ou dans les pratiques concrètes que nous sommes efficaces ? À mon sens, il faut savoir ne pas se polariser seulement sur ce qui nous différencie des autres groupes de la gauche de gauche mais voir ce qui nous rapproche : l'engagement pour changer la société.

Je crois aussi que nous devons tenir compte du fait que la plupart de nos partenaires, des organisations comme des individus, que nous estimons et avec qui nous travaillons ont rejoint le Front de

Le débat entre nous porte sur le lieu d'investissement politique. Est-ce dans la recomposition politique ou dans les pratiques concrètes que nous sommes efficaces ?

gauche ou s'y investissent. Nous devons en être si nous ne voulons pas déléguer aux seuls PCF et PG la définition du discours politique audible. Le défi est d'être unitaire tout en portant les éléments fondamentaux du projet et de la démarche écolo-alternative.

Réponse quand ?

On vote à la mi-novembre.

← **PROPOS RECUEILLIS PAR CATHERINE TRICOT**

(1) Convergence pour une alternative, la CAP était principalement animée par les reconstruc-teurs communistes (Damette, Poperen, Wasserman) rejointe un temps par Charles Fiterman.

(2) Amap : Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne. Les amap entendent favoriser l'agriculture paysanne et biologique. Le principe est de créer un lien direct entre paysans et consommateurs qui s'engagent à acheter la production de celui-ci à un prix équitable et en payant à l'avance.

Du Boulevard Voltaire à la mairie de Béziers

Biterrois, biterroises, avant de voter aux municipales de 2014, lisez ceci (ça vous laisse du temps). Pour vous, Regards est allé sur le Web faire un tour du côté du « Boulevard Voltaire ». Et nous sommes tombés sur ça : « *Mes amis pédés et gouines, rejetez cette prétention insensée du mariage. Vous voulez des enfants ? Mariez-vous avec un homo de l'autre sexe, vous en avez tout à fait le droit. Faites-lui l'amour quelques minutes en pensant à autre chose, le temps de faire un enfant. Croyez-vous que chez les hétéros le désir soit toujours au rendez-vous ?* »

Et puis sur ça : « *Il faut être aveugle ou d'une mauvaise foi sans nom pour ne pas voir que l'immigration est désormais, elle aussi, un facteur de désagrégation culturelle.* »

Et sur ça aussi : « *François Hollande [cet ethno-masochiste] a des émotions sélectives et il pratique une repentance à la carte. Au nom de la France, il a ainsi [reconnu] (...) le prétendu massacre du 17 octobre 1961 à Paris alors qu'il a été démontré qu'il s'agissait d'un montage réalisé à l'époque par le FLN et son allié privilégié, le Parti communiste français.* »

« Ça », c'est « Boulevard Voltaire », un site « *d'informations et de débat* » en ligne depuis le 1^{er} octobre, qui se fixe pour mission « *d'intervenir en toute liberté dans le champ de l'actualité, de la politique, de la société, de la culture, avec l'ambition, qui n'est pas mince, de réunir et de fédérer autour de son site, dans ce qui fut le pays des Lumières et des révolutions, le cercle en voie de disparition des empêcheurs de penser en rond.* »

Un site « *à ne pas mettre sous tous les yeux (...) qui ne plaira pas à ceux qui admettent toutes les opinions sauf celles des autres* » en lutte contre « *contre l'ignorance, l'intolérance, le fanatisme et la sottise* », bref un site où la « *liberté est chez elle.* »

Mais qui se cache Boulevard Voltaire ? Qui donc est cet empêcheur de penser en rond, ce pourfendeur de la liberté d'expression, ce poor lonesome cowboy de l'information et du débat ? Nul autre que Robert Ménard, fondateur de Reporters sans frontières, ancien militant du Parti socialiste, fait chevalier de la légion d'honneur en 2008, « *en accord sur certains points avec le FN* », pour qui « *la peine de mort n'est pas un problème* », et... qui envisage très sérieusement d'être candidat à la mairie de Béziers en 2014 !

Ami-e-s Biterrois-e-s...

← SOPHIE COURVAL

Austérité, l'avis des économistes

Ce mois-ci, regards.fr a lancé sur le web un grand débat autour des déficits publics et des politiques d'austérité. Plusieurs économistes y ont participé. Nous vous proposons une synthèse de leurs analyses.

Au moment où l'Assemblée nationale votait le pacte budgétaire européen, le fameux TSCG (lire encadré ci-contre) regards.fr a rencontré des économistes, des syndicalistes et des représentants associatifs pour leur poser deux questions simples : faut-il supprimer les déficits publics ? Peut-on réduire ces déficits sans politique d'austérité ?

Sur l'origine de l'endettement, tous les économistes rencontrés pointent l'évolution de la fiscalité de ces dernières années. « *Un élément essentiel est que les politiques fiscales menées depuis plus de vingt ans ont largement contribué à réduire les recettes publiques et à favoriser les ménages aisés, les grandes entreprises, les bénéficiaires de hauts revenus etc....* », explique Annick Coupé, porte-parole de l'union syndicale Solidaires. Même son de cloche chez Pierre Khalfa, coprésident de la fondation Copernic, pour qui ➔

TSCG, austère traité

Le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance (TSCG) sur lequel se sont accordés 25 États sur les 27 que compte l'Union européenne a été signé le 2 mars 2012. Il impose aux États de ne pas dépasser un déficit structurel de 0,5 % du PIB. Ce déficit compris comme objectif de long terme ne prend pas en compte les variations conjoncturelles du PIB. La barre des 3 % de déficit a été réaffirmée en tant que limite à ne pas franchir sous peine de sanctions quasi-automatiques. Par ailleurs, les États dont l'endettement est actuellement supérieur à 60 % du PIB sont obligés de réduire cet endettement au rythme d'un vingtième de celui-ci par an.

« la croissance de la dette publique n'est pas due à une augmentation inconsidérée des dépenses publiques, celles-ci ayant même eu tendance, avant la crise, à baisser ». Une analyse également partagée, contre toute attente, par Gilles Carrez, l'ancien rapporteur UMP du budget à l'Assemblée nationale, qui estimait que si la fiscalité était restée ce qu'elle était en 2000, la France aurait connu un excédent budgétaire en 2006, 2007 et 2008. Une fiscalité dévoyée dénoncée par le Collectif pour un Audit Citoyen de la dette (CAC) qui, depuis plus d'un an, pose la question de la légitimité de la dette et de la pertinence de la payer en totalité ou en partie. « Ce collectif réclame un vrai débat citoyen, un audit de la dette de l'État comme des collectivités territoriales ou des hôpitaux, des conditions dans lesquelles elle a été contractée, à qui son remboursement a profité... », précise Annick Coupé.

DES DÉFICITS SOUHAITABLES

Pour Jean-Marie Harribey, membre du Conseil scientifique d'Attac et coprésident des économistes atterrés un autre facteur est aussi responsable de ce niveau d'endettement : « Dans la mesure où les traités européens font interdiction à la Banque centrale européenne (BCE) de prêter aux États, les déficits se traduisent par un accroissement très important de la dette publique auprès des créanciers privés. » Propos confirmés par Pierre Khalfa : « Nous avons abouti à une situation hallucinante qui voit les

banques se refinancer à un taux dérisoire auprès de la Banque centrale européenne (BCE) et prêter aux États à des taux nettement supérieurs. » Autant de constats qui amènent ces économistes critiques à être favorables au financement des déficits par la banque centrale. Sur les solutions adoptées par les différents pays de l'Union européenne, tous les économistes interrogés s'accordent à indiquer que le remède sera pire que le mal. « La suppression des déficits publics au lendemain d'une crise financière est une aberration. C'est le b.a.ba de la macroéconomie », indique Cédric Durand, membre des économistes atterrés. S'appuyant sur une étude de Patrick Artus (économiste chez Natixis), l'économiste Bernard Marx complète : « S'agissant du cas français et du projet de loi de finances pour 2013, l'effet récessif du budget entraînerait une croissance négative de 0,4 % (au lieu de +0,8 % prévu par le gouvernement) et un déficit public de 3,4 % (au lieu des 3 % prévus) Sauf nouveau tour de vis entraînant une nouvelle contraction et ainsi de suite. »

Si la critique des déficits actuels est forte, les économistes interrogés estiment certains déficits inéluctables et même souhaitables. Comparant le déficit d'un État à celui d'une entreprise ou d'un particulier, Jean-Marie Harribey se veut rassurant : « Si un individu à un horizon de vie borné, ce n'est pas le cas de l'État qui peut renouveler indéfiniment ses engagements et ses charges. De plus, le premier ne décide pas ce qu'il gagne, tan-

dis que l'État fixe ses rentrées fiscales. » D'une façon plus générale, celui-ci estime que « toute dynamique économique (qu'elle soit soutenable écologiquement ou non) exige donc un crédit net » pour en conclure « que préfère-t-on ? Qu'il soit destiné à la spéculation et maîtrisé par la finance, ou qu'il soit destiné à préparer l'avenir et donc maîtrisé par la collectivité ? ».

S'appuyant sur une décomposition du budget entre État, collectivités territoriales et sécurité sociale, Bernard Marx tempère en ce qui concerne cette dernière : « L'équilibre du budget des administrations de sécurité sociale est un principe beaucoup plus justifié que pour

l'État. Il s'agit de dépenses de transferts. Un déficit devrait rester transitoire. La situation française de déficit quasi permanent n'est pas satisfaisante. » Il est vrai que le dogme de non-augmentation des cotisations patronales depuis plus de vingt ans explique grandement cette situation qu'il juge « exceptionnelle en Europe ». En ce qui concerne les budgets des États et collectivités territoriales, ils « ne peuvent être en situation de déficit que pour leurs investissements ». Comment alors mettre en relation un investissement donné qui est censé s'amortir dans le temps avec le mode de financement privilégié des États, l'obligation remboursable à échéance ? Question à ➔

laquelle il conviendra de répondre si on veut désormais se tenir à cette philosophie des déficits. Néanmoins, Pierre Khalfa se veut rassurant sur notre niveau de déficit en notant que « *selon les comptes de patrimoines de l'Insee, l'actif de l'État était en 2010 de 2500 milliards d'euros, soit 131 % du PIB, alors que la dette publique était de 82,5 % du PIB* ». De son côté, Bernard Marx pointe une inefficacité des déficits publics actuels : « *En France, le déficit public permanent depuis 1974 se double d'un affaiblissement des capacités de croissance, de la formation d'un déficit extérieur, d'une désindustrialisation accélérée, de la stagnation de la productivité globale.* »

LE SOUTIEN DE LA BCE

Justement, au-delà de la justification des déficits, n'y aurait-il pas un intérêt à pratiquer des déficits ? Dans une approche typiquement keynésienne, Bernard Marx rappelle que « *lorsque la demande globale ralentit ou se contracte du fait d'un ralentissement ou d'une chute de la consommation privée ou de l'investissement, il est souhaitable que l'État soutienne l'activité et cherche à relancer la croissance en dépensant plus qu'il ne prélève* ». Relancer la croissance ? Sur ce sujet le débat est posé à gauche au nom de la préservation des équilibres écologiques et de la primauté de la valeur d'usage sur la valeur marchande. Il n'y a d'ailleurs pas qu'à gauche que ce débat sur la croissance est posé puisqu'elle ne cesse de ralentir depuis les années

1960, à tel point que Martin Wolf, économiste en chef du *Financial Times*, est revenu dans son éditorial du 3 octobre 2012 sur l'état stationnaire de l'économie. Est-ce l'austérité qui explique la faible croissance ou la faible croissance qui justifie le contrôle des déficits ? C'est ainsi que Cédric Durand voit dans les politiques d'austérité actuelles « *l'idée qu'il n'y a plus de fort potentiel de croissance dans la dynamique interne du système. Relancer l'accumulation du capital – et générer les profits auxquels se sont habitués les acteurs financiers – ne peut se faire que par la captation prédatrice et non l'augmentation du revenu global* ».

Face à cette politique d'austérité sciemment voulue par les dirigeants de l'Europe, Pierre Khalfa estime qu'il est possible « *de réduire la dette et les déficits publics sans conduire une politique d'austérité, et ce à deux conditions : d'une part, il faut une réforme fiscale d'ampleur, socialement juste, qui redonne des marges de manœuvre à l'action publique ; d'autre part, il faut une nouvelle politique monétaire afin que la BCE, sous contrôle démocratique européen, puisse financer les déficits publics à très faible taux* ». S'inscrivant dans le cadre de l'austérité imposée par les dirigeants, Cédric Durand en arrive à une conclusion plus radicale : « *En premier lieu, questionner la légitimité de la dette publique et l'annuler partiellement de manière à neutraliser le chantage des marchés financiers. Ceci doit s'accompagner d'une socialisation du système*

bancaire et du rétablissement du contrôle des capitaux. En second lieu, utiliser la politique monétaire et orienter l'épargne disponible pour financer un vaste plan d'investissement dont l'objectif n'est pas de relancer l'activité mais de la réorienter... En troisième lieu, générer du bien vivre hors de la logique déshumanisante de la marchandise. »

Si tout le monde s'accorde sur le financement des États par la BCE, quel sera le niveau d'inflation toléré ? D'où la nécessité d'une réforme fiscale d'ampleur. Si on doit annuler une partie de la dette, une socialisation du secteur bancaire sera

sans doute inéluctable, ce qui favorisera la réorientation des investissements. Mais alors comment traitera-t-on les régimes de retraites par répartition si répandus en Europe du nord ? Comment mettre en place le policy-mix (fiscalité, création monétaire, déficit, démocratie participative...) qui permettra de diminuer la place de l'économie marchande ? Voilà les arbitrages que la gauche radicale devra réaliser pour offrir une alternative crédible aux politiques d'austérité. ← **BERNOIT BORRITS**

[LIRE L'INTÉGRALITÉ DES CONTRIBUTIONS DES ÉCONOMISTES SUR REGARDS.FR](#)

CHAQUE JOUR + CHAQUE MOIS + CHAQUE SAISON
REGARDS.FR + E-MENSUEL + TRIMESTRIEL
ABONNEZ-VOUS

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris

PRÉNOM : _____ NOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

TÉLÉPHONE : _____

EMAIL : _____

60 € : Les 4 magazines + les 11 e-mensuels
+ l'accès aux espaces réservés aux abonnés sur regards.fr
(archives+dossier...)

Choisissez votre tarif

- ☐ 40€ tarif étudiants-chômeurs
☐ 60€
☐ Abonnement de soutien
montant à préciser : € _____

Choisissez votre rythme

- ☐ en une fois
☐ par trimestre
☐ par mois

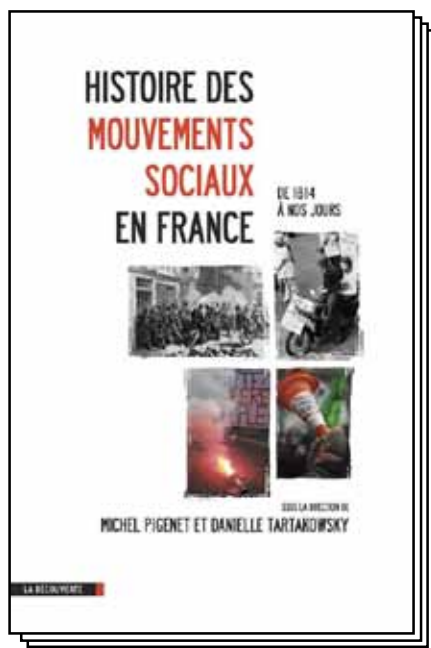
Choisissez votre moyen

de paiement

- ☐ par chèque
☐ par carte bancaire
(remplir le bulletin
ci-dessous)

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier si sa situation le permet, tous les prélèvements ordonnés par le créancier désigné ci-dessous. En cas de litige sur un prélèvement, je pourrai en faire suspendre l'exécution par simple demande à l'établissement teneur de mon compte. Je réglerai le différend avec le créancier.				N° national d'émetteur 484326	
VOS NOM, PRÉNOM ET ADRESSE				Nom et adresse du créancier LES ÉDITIONS REGARDS LES ÉDITIONS REGARDS 5 Villa des Pyrénées 75020 Paris	
COMPTE À DÉBITER				Nom et adresse de votre banque ou de votre centre CCP	
Code d'établissement	Code guichet	Numéro de compte	CLÉ RIB		
_____	_____	_____	_____		
Date		Signature		JOINDRE UN RIB OU UN RIP	

À retourner à Regards, 5, Villa des Pyrénées, 75020 Paris
Téléphone : 09 81 02 04 96



GRANDES GRÈVES ET PETITS RITUELS

Un hexagone barré d'une banderole sur laquelle était peint le mot d'ordre « grève ». C'est l'œuvre qui fut choisie pour représenter la France à l'exposition Entropa, inaugurée au cœur du siège bruxellois du Conseil européen en 2009. Pourtant, la France de la première moitié des années 2000 ne se classe qu'au dixième rang des pays d'Europe par nombre de journées individuelles non travaillées. « *N'en déplaise aux amateurs de stéréotypes, la singularité française en la matière tient moins dans la fréquence des grèves que dans la répétition, de loin*

en loin, de mouvements généralisés », soulignent les historiens Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky dans l'immense somme qu'ils ont dirigée – plus de 800 pages – sur l'histoire des mouvements sociaux en France. À propos des grèves de 1936, l'historien Antoine Prost définit aussi la spécificité du grand mouvement social à la française : « *Née dans leurs foyers où elle peut s'expliquer, la grève déferle, emportant toutes les entreprises (...). C'est un mouvement irrépensible que les organisations ont conscience de ne pas maîtriser.* » ¶

Le découpage de cet ouvrage déroule quatre séquences chronologiques de 1814 à aujourd'hui. Depuis les premiers tâtonnements jusqu'aux désaffiliations des quarante dernières années, chacune coïncide avec l'irruption discrète ou au contraire spectaculaire de recompositions, voire de cultures de mobilisations inédites comme ce fut le cas à l'apogée de la centralité ouvrière. « *À l'exception de Michelet, les historiens ont longtemps dénié aux catégories populaires la capacité d'exprimer un projet politique autrement que par l'adhésion électorale au contenu de programmes élaborés en dehors d'eux.* » Jules Michelet est justement celui qui déclarait ne pas douter, en janvier 1848 : « *J'ai la foi, l'attente d'un grand mouvement social.* » L'expression « mouvement social », dont la première occurrence remonte à 1823, possède une filiation contestataire que les auteurs resituent dans une histoire politique,

syndicale, culturelle, idéologique, religieuse. Foisonnant, ce livre rassemble une multitude de travaux qui retracent et analysent la diversité des modes d'action que la France a connue depuis le début du XIX^e siècle. Les formes traditionnelles et marginales, les événements connus et méconnus, les soulèvements spontanés ou organisés s'y enchevêtrent, tissant les fils d'un récit fait de discontinuités et de ruptures. Depuis les grandes grèves syndicales jusqu'à la multiplication des luttes – des femmes, des précaires, des chômeurs, des sans-papiers, des immigrés, des minorités sexuelles, des cités etc. Des dates célèbres (1848, la Commune, 1936, Mai 68, 1995) se juxtaposent à d'autres qui gagneraient à être mieux connues. Ainsi, Michel Pigenet analyse le silence qui entoure le conflit social d'août 1953, parmi les plus importants de l'histoire de France, avec à son apogée près de quatre millions de grévistes : « *Faute d'une victoire incontestable, à chaud, et en dépit des points marqués ultérieurement, la mobilisation exceptionnelle de l'été 1953 ne sera pas érigée en événement mémorable.* »

La lecture de cet ouvrage offre des analyses instructives et des angles parfois surprenants, comme le chapitre consacré aux rites pratiqués dans les années 1820-1848 qui relèvent d'une modernisation du répertoire né dans un cadre urbain. Emmanuel Fureix, montre comment les enterrements d'opposition, les banquets protestataires, les acclamations, sérénades et charivaris politiques ont « *fait advenir, de manière fugace et fragile, des formes de souveraineté populaire* ». Quant à François Jarrige, il revient sur le « luddisme », à savoir un refus de la mécanisation manifesté par la destruction des machines : « *La référence est utilisée pour stigmatiser l'archaïsme supposé du peuple et son incompréhension à l'égard des lois de l'économie.* » Voici donc un livre destiné à devenir un ouvrage de référence. ← MARION ROUSSET

Histoire des mouvements sociaux en France. De 1814 à nos jours, de Michel Pigenet et Danielle Tartakowsky (dir.), éd. La Découverte, 810 p., 32 € (à paraître le 8 novembre).



QUE FABRIQUE LA GAUCHE DU PS ?

Le Congrès du PS a rebattu les cartes. Benoît Hamon et Arnaud Montebourg, un temps leaders de l'aile gauche et aujourd'hui ministres, ont choisi de rallier la motion majoritaire. Mais la gauche du PS bouge encore. Comment et pour quoi faire ? Enquête.

LE GRAND ÉCART

Après le score inattendu de « Maintenant La Gauche » au congrès du PS, ses affidés espèrent bien tirer le parti sur sa gauche. Encore faudra-t-il résister à la tentation libérale du gouvernement.

Le 28 octobre dernier, la clôture du congrès du PS avait des allures de final d'un spectacle de French cancan tant le Parti socialiste est passé maître dans l'art du grand écart. Entre l'aile gauche, incarnée par Emmanuel Maurel (vice-président de la région Ile de France) et son très bon score (14 %), et l'aile franchement libérale et sécuritaire, personnifiée par Manuel Valls, on s'interroge sur l'état de marche du parti de la majorité présidentielle et sur la cohérence de ligne politique de chacune des deux ailes. Comment, au sein d'un même parti, peuvent cohabiter des tendances et des courants politiques dont les orientations divergent si radicalement ?

En novembre 2008, le socialiste Jean-Luc Mélenchon avait trouvé la solution et déclarait tout de go : « *Suite aux dérives libérales du PS (...) et par fidélité à nos engagements, nous prenons notre indépendance d'action. Nous quittons le Parti socialiste.* » Emmanuel Maurel, le nouveau héraut de la gauche du Parti prendra-t-il le même chemin ? Pour répondre à cette hasardeuse prophétie,

une proche de Maurel n'hésite pas à citer Marx : « *Histoire se répète toujours deux fois, d'abord comme une tragédie, puis comme une farce.* Et d'ajouter : *notre ambition c'est de peser, pas de nous marginaliser.* » Visiblement, les partisans de l'aile gauche n'ont pas envie d'amuser la galerie, toute hypothèse de sortie du PS apparaît donc, pour l'heure, exclue.

D'Henri Emmanuelli, à Marie-Noëlle Lienemann, en passant par Razzy Hammadi ou Bruno Julliard, les poids lourds de la gauche du PS, réunis dès 2008 autour de la motion C de Benoît Hamon, avaient analysé le départ de Jean-Luc Mélenchon comme un échec du Parti. Quelques-uns avaient même alors hésité à « *prendre la poudre d'escampette* » raconte un militant du côté « gauche du PS ». Quatre ans plus tard, la plupart des signataires de la motion C se confondent dans la motion majoritaire présentée par Harlem Désir. La gauche du PS se divise – mais du coup, et paradoxalement, elle paraît aussi théoriquement renforcée en poids politique (il suffit de regarder le partage des sièges à la direction nationale).

Malgré la division « stratégique » des

« chefs », entre d'un côté les tenants d'une « *solidarité gouvernementale exemplaire* » emmenés par le ministre Benoît Hamon et de l'autre, les partisans d'une « *autonomie de parti* », le résultat de la motion d'Emmanuel Maurel révèle une envie de gauche au Parti socialiste. La motion 3 a dessiné une ligne qui tranche, notamment sur les questions européennes et d'austérité. Remarquable aussi, le résultat de la motion 4 de Pierre Larrouturnou et de Stéphane Hessel qui a légèrement dépassé la barre des 10 %. Elle dénonçait à la fois le TSCG (traité européen) et l'obsession du PS sur le déficit public (Lire ci-contre notre encadré).

Ancrer le PS à gauche

À elles deux, les motions 3 et 4, respectivement « Maintenant la gauche » et « Oser. Plus loin. Plus vite » représentent un quart des voix exprimées. Une semaine plus tard, pour désigner le secrétaire du parti, les leaders de la motion 4 ont appelé à voter pour Harlem Désir contre la candidature d'Emmanuel Maurel. Ils ne semblent pas avoir été très suivis, puisqu'au total un tiers des militants socialistes a voté pour Maurel. À tous les étages, le décalage entre les militants socialistes et leurs dirigeants est frappant ! Avec un taux d'abstention particulièrement élevé lors de ces scrutins (près d'un militant sur deux n'a pas voté), c'est sur une note d'inquiétude pour la direction du PS que se conclut cette phase d'expression des militants socialistes.



« Oser. Plus loin. Plus vite. » La motion qui bouscule les traditions

La motion présentée par Pierre Larrouturnou (ou la nouvelle figure alternative) et Stéphane Hessel (ou l'indignation morale) a suscité l'enthousiasme des militants et la curiosité de la presse - au point d'en faire l'événement de ce congrès au détriment du bon résultat de Maurel. Un temps passé chez EELV, Pierre Larrouturnou incarne une nouvelle figure alternative à la gauche du PS. Spécialiste des questions d'économie, il est un partisan actif du partage du temps de travail, prônant la semaine de quatre jours répartie sur 32 heures. Récemment, il s'est montré particulièrement offensif contre les politiques d'austérité et l'objectif de réduction du déficit public à 3 % du PIB. Le succès de la motion interroge et interpelle nécessairement les tenants de l'aile gauche « traditionnelle » du Parti socialiste qui incarne la tradition du mouvement ouvrier, portée successivement par Emmanuelli, Mélenchon, Lienemann et même aujourd'hui par Maurel.

L'Europe et l'austérité au cœur du clivage à gauche... Et du PS

Les questions de l'Europe et de l'austérité clivent la gauche. Ce clivage se trouve également être au centre des rapports entre les différentes sensibilités politiques de la gauche en France. La manière de répondre et d'apporter des solutions aux deux questions apparaît désormais comme structurante. Il y a bien une gauche qui penche pour une Europe libérale et qui cède bien volontiers à la rigueur – on pense au cas Papandréou en Grèce ou à l'Espagne de Zapatero – et une gauche qui plébiscite une Europe sociale et solidaire, qui plaide pour une révolution fiscale, contre l'obsession du déficit public. Ce clivage apparaît également au sein même du PS.

Pour Emmanuel Maurel, l'ambition du leadership n'est pas à l'ordre du jour. Sa mission et sa responsabilité ils les voient ailleurs et son objectif premier est avant tout d'« ancrer le parti à gauche ». Pour lui, les « militants socialistes aspirent très largement au renouveau et au changement des pratiques politiques. Ils veulent un Parti socialiste ancré à gauche qui assume ses valeurs et ses combats et qui défende notamment une vraie grande réforme en faveur du monde du travail ». Pour sortir des enjeux de pouvoirs ou des luttes de leadership, il appelle les militants à ne pas être des « commentateurs », mais des « acteurs du changement ».

Il n'empêche qu'à l'avenir, pour peser à la fois sur les orientations du PS et aussi sur le gouvernement, la question de la structuration d'un courant apparaît nécessaire. Et c'est là que le bât blesse. Et que le débat s'ouvre. Marie-Noëlle Lienemann estime que la motion d'Emmanuel Maurel est porteuse de « *quelque chose de neuf* » à la gauche du PS. Elle revendique pleinement ce succès et semble envisager l'avenir, sans vouloir se compromettre, dans des alliances qui pourraient – pourtant – paraître naturelles. Comprendre que pour cette figure emblématique de la gauche socialiste, il n'est pas nécessaire de rameuter les Hamon, Montebourg et autres Hamadi au sein d'un courant de la gauche du PS. Pour ce dernier, le « *rabibochage n'est [d'ailleurs] pas un enjeu* ». Fermez le banc.

L'autonomie de parti ?

En réalité, l'ensemble des protagonistes dits « de l'aile gauche socialiste » vont se poser la question du rapport au pouvoir. Devront-ils acquiescer à l'ensemble des projets du gouvernement ? Seront-ils solidaires jusqu'au bout de ce même gouvernement ? Plus concrètement : comment réagissent-ils aux propos d'un Premier ministre remettant en cause les 35 heures ? Jusqu'où devront-ils applaudir chacune des initiatives gouvernementales ? Pour l'heure, après l'expérience de quelques sorties gouvernementales – recul devant l'envolée de Pigeons, remise en cause des 35 heures, tergiversations sur le droit de vote des étrangers, échec des négociations sur les dépassements d'honoraires, etc. – on peut s'interroger sur les marges de la gauche du PS.

En parallèle du positionnement vis-à-vis du pouvoir, reste la question des luttes. Comment peut s'exprimer la solidarité du PS et singulièrement de son aile gauche avec le mouvement social et les luttes syndicales ? Quelle peut-être son utilité sociale et politique ? « L'autonomie de parti » et les initiatives revendiquées par Emmanuel Maurel (lire notre interview) pourront-ils infléchir les décisions du gouvernement ? Un indice. La réponse de François Rebsamen aux parlementaires qui se sont opposés au TSCG : « *Ils ne sont pas près de poser une question d'actualité ou d'avoir un rapport spécifique.* » La discipline de parti va sembler-t-il s'imposer. Et la gauche du PS pourrait une nouvelle fois être cantonnée à n'être qu'une « minorité » d'un parti hégémoniste.

← PIERRE JACQUEMAIN

« RIEN NE SERAIT PIRE QU'UN PS QUI S'ATROPHIE »

ENTRETIEN AVEC EMMANUEL MAUREL

Au lendemain du vote des militants pour désigner le leader socialiste, Emmanuel Maurel, candidat de l'aile gauche, qui a réalisé le score historique de 28 % face à Harlem Désir, répond aux questions de Regards.

regards.fr. Votre résultat a-t-il été une surprise ?

EMMANUEL MAUREL. Oui c'est une surprise, c'est même une bonne surprise. Une très bonne nouvelle. C'est surtout très encourageant. Notre résultat est historique et il s'inscrit dans la dynamique de la période précongrès, avec le net succès de la motion 3 que l'on connaît. Les militants socialistes aspirent très largement au renouveau et au changement des pratiques politiques. Ils veulent un Parti socialiste ancré à gauche qui assume ses valeurs et ses combats et qui défende notamment une vraie grande réforme en faveur du monde du travail.

La conjoncture a-t-elle favorisé ce résultat selon vous ?

Le contexte économique n'est pas favorable aux Français. C'est pour ça qu'ils aspirent au changement. Les questions du pouvoir d'achat et de lutte contre le chômage sont au cœur des préoccupations

du plus grand nombre. Ce que nous disons aujourd'hui c'est qu'il y a une alternative à la rigueur. Nous pouvons échapper aux politiques d'austérité. Je crois que notre analyse et nos arguments ont convaincu beaucoup de nos amis socialistes et en effet, nous avons été très largement rejoints sur cette ligne-là.

Ce n'est pourtant ni la ligne du PS ni celle du gouvernement...

Je crois que la majorité des militants est d'accord avec notre analyse. Nous avons encore trois ans pour convaincre plus largement. Un exemple : la limitation du déficit public à 3 % du PIB. Nous étions les seuls à nous élever contre cet objectif. Aujourd'hui, nombreux sont ceux, bien au-delà de la motion 3, à dire que l'objectif n'est pas souhaitable, voire qu'il est « absurde » (ndlr. rapport aux propos de Jérôme Cahuzac, ministre du Budget). Il faut une réelle politique de relance, en faveur du pouvoir d'achat et de

l'investissement productif. Il faut aussi une politique industrielle forte pour stopper l'hémorragie sociale et stopper les délocalisations. Je veux une France avec des usines et des ouvriers. Mais des ouvriers bien payés.

Comment allez-vous peser sur la politique du gouvernement ?

Nous sommes solidaires du gouvernement mais je plaide pour un parti autonome. Avec son propre rythme. Le PS ne peut pas dépendre de l'agenda du gouvernement. Le PS doit être un parti libre de faire des propositions nouvelles. Il doit jouer un rôle d'alerte. Je regrette l'épisode des pigeons. On a laissé un groupe de millionnaires faire pression sur le gouvernement qui a très vite cédé. Le PS n'a rien dit. La réforme fiscale que nous avons défendue pendant la campagne présidentielle est pourtant juste et nécessaire. Le PS doit se re-

mobiliser. Rien ne serait pire qu'un PS qui s'atrophie.

Comment remobiliser le PS ?

Je vais proposer dans les semaines à venir trois grandes campagnes de mobilisation populaire. D'abord pour interdire les licenciements boursiers, puis pour l'égalité salariale entre hommes et femmes et enfin pour le droit de vote des étrangers. Ça fait trente ans qu'on en parle, il est temps d'agir. Le rôle d'un parti c'est aussi de faire de la sensibilisation et de la pédagogie. Par ailleurs, je souhaite que le PS continue à être présent dans les luttes et dans le combat social. Je ne perds pas de vue non plus mon plein engagement contre la droite et l'extrême droite. Enfin, il nous faut aussi préparer sereinement les prochaines échéances électorales.

← PROPOS RECUEILLIS

PAR PIERRE JACQUEMAIN

UN NOUVEAU THINK-TANK AUTOUR DU PS

Nostalgiques d'un mai 1981 qu'ils n'ont pas connu, déterminés à dépoussiérer la politique, les jeunes du think-tank « Cartes sur table » veulent peser dans le débat public, flottant entre la gauche de la gauche et sa droite.

Ils se sont fait connaître du grand public cet été, lorsque *Libération* a publié leurs « 100 propositions pour les 100 jours » de présidence de François Hollande. « Ils », ce sont une trentaine de jeunes de 25 à 35 ans, fatigués d'être considérés comme des petites mains dans les structures politiques et think-tanks traditionnels, mais pas repus de politique. Impatients, même. « *Nous n'avons pas connu mai 1981, les réformes rapides, celles qui font sentir réellement le basculement de la droite vers la gauche*, explique Julia Cagé, 28 ans, cofondatrice de CST et doctorante en économie. *Mai 2012 doit avoir le même effet. Le gouvernement a déjà reporté la loi sur le droit de vote des étrangers, alors nous, nous voulions proposer des choses concrètes qui puissent être mises en place rapidement pour changer le quotidien.* » D'où des propositions volontiers axées sur la notion de service et de réciprocité de l'État. De l'obligation pour les propriétaires de poser des doubles verrous pour lutter contre les cambriolages

– une idée venue de membres du think tank habitant la banlieue, revendiquant un ancrage dans la réalité – à celle d'inscrire son choix sur le don d'organe sur le permis de conduire ; de la suppression du quotient conjugal à la généralisation de l'école ouverte ; il s'agit d'agir vite, et de façon économe. Quitte à (parfois) fleurir la naphthaline et à se contenter de colmater les brèches des inégalités économiques et sociales. Telle l'idée de créer un « 1 % Écarts de revenus », calquée sur le modèle du « 1 % Logement », dont devraient s'acquitter les grandes entreprises qui ne respecteraient pas la limitation des écarts de salaire de 1 à 20. Dans le lot, il y a pourtant bien de l'audace, comme la prise en compte du patrimoine dans l'allocation personnalisée d'autonomie. Vu la frilosité des politiques à réclamer leur part aux plus âgés, dans une société qui laisse ses restes à la jeunesse, il fallait bien des jeunes pour formuler une telle proposition. Pas révolutionnaire, mais bon...

← KIM HULLOT-GUIOT

Portugal, les espoirs du congrès du Bloco

Né en 1999, de diverses formations de la gauche radicale, le Bloco de Esquerda tient son Congrès les 10 et 11 novembre. État des lieux avec Jorge Costa, député et jeune dirigeant de ce bloc de gauche portugais.

« Le Congrès du Bloco sera l'occasion de faire le bilan d'une année d'intervention de la troïka au Portugal. Nous vivons un scénario grec : une récession non contrôlée, des déficits des comptes publics en hausse, un chômage record, des faillites d'entreprises en chaîne, des services publics menacés, des migrations massives (5 000 personnes ont quitté notre pays cette année, soit 1 % de la population, c'est considérable), des commerces qui ferment... La totale ! Les attaques au droit du travail et au régime de protection sociale, avec des heures supplémentaires qui ne sont plus payées comme avant, constituent une partie importante de ce bilan. La question centrale de notre Congrès sera : comment envisager une alternative politique ? Notre conviction est que celle-ci ne peut passer que par une rupture avec le mémorandum qui a transféré la richesse des travailleurs portugais vers les poches de la grande banque privée allemande, qui favorise

la finance internationale spéculant sur le dos des États. Pour rompre avec les politiques de la troïka, il faut une politique d'alternatives économiques. L'annulation d'une partie de la dette publique, notamment de la part illégitime qui correspond aux intérêts abusifs payés par l'État portugais aux banques privées, est indispensable. L'effet boule de neige de ces emprunts qui sont faits pour qu'il y ait d'autres emprunts rend les États dépendants du monde de la finance. La question du contrôle public du système bancaire est posée. Même en cette période de crise, les banques privées ont préféré le jeu spéculatif avec la dette d'État, en empruntant à des taux records à la BCE (1 %) pour prêter à des taux élevés ➔



Jorge Costa, député et jeune dirigeant de ce bloc de gauche portugais.

14 novembre, les peuples d'Europe marchent ensemble

Les grands médias français ne vous en disent rien... Et pourtant, le 14 novembre prochain se prépare une offensive sociale européenne inédite. En Grèce, en Espagne, au Portugal, à Chypre et à Malte, l'appel à la grève générale est lancé. En France, une journée d'action s'organise. Syndicats, associations et partis bien à gauche se donneront ainsi la main dans la rue. Manière de dire ensemble que les politiques d'austérité tournent le dos aux besoins du plus grand nombre. L'Europe ne peut pas se construire contre les peuples. Qu'on se le dise...

(5 ou 6 %) aux États, au lieu de financer l'économie réelle, de prêter aux familles. C'est pourquoi nous devons prendre le contrôle des instruments bancaires. Il faut également mener une réforme fiscale pour faire payer ceux qui ont amené le pays à la situation actuelle, notamment les grands groupes qui sont exonérés d'impôts. Ce sont là les grandes lignes de la proposition économique du Bloc de gauche.

La situation sociale du pays a changé. Ce qui est marquant, c'est l'entrée dans une phase de forte mobilisation sociale. Ce qui émerge, ce sont des mouvements citoyens, essentiellement des petits groupes, qui ont un véritable impact populaire. Leur mot d'ordre, c'est de « casser la gueule » à la troïka. Ces mouvements spontanés ont un profil politique très fort visant à refuser l'austérité et à exiger la chute du gouvernement actuel. Leur lien avec le mouvement syndical se traduit par un appel commun à la grève général le 14 novembre prochain. Ce lien est historique. Et ce d'autant que cet appel à la grève générale, que nous soutenons, est lancé le même jour en Espagne, en Grèce, à Chypre et à Malte. C'est le début d'une réponse européenne aux attaques de la troïka. Le Bloco se trouve très proche de ce mouvement social. Nos propositions politiques font écho aux revendications qui émergent de cette effervescence citoyenne et syndicale. D'ailleurs, les adhésions s'en ressentent, notre parti se renforce.

Le Congrès du Bloco se déroule donc

«Le Congrès du Bloco se déroule donc dans un contexte de situation sociale dramatique mais aussi d'offensive populaire inédite.»

dans un contexte de situation sociale dramatique mais aussi d'offensive populaire inédite. Le gouvernement de coalition entre les deux partis de la droite est fini. Il ne tiendra pas jusqu'aux prochaines élections nationales prévues en 2015. En face, le Parti socialiste est dans une position fort contradictoire. D'un côté, les socialistes s'opposent formellement au gouvernement en place et n'ont pas voté son budget ; de l'autre, ils approuvent l'austérité et le mémorandum. D'ailleurs, la troïka a pris le contrôle de l'économie portugaise sous un gouvernement socialiste. Nos relations avec cette social-démocratie devenue social-libérale sont donc difficiles et tendues. Mais nous progressons. Après avoir obtenu 6 % aux élections nationales en juin dernier, nous sommes crédités de 10-11 % aujourd'hui. »

← PROPOS RECEUILLIS CLÉMENTINE AUTAIN

« La peur du chaos est un moteur du statu quo »

Le 8 novembre, le Parti Communiste Chinois tiendra son 18e Congrès dans un climat pollué par les « affaires ». Entretien avec Martine Bulard, rédactrice en chef adjointe du *Monde diplomatique* et spécialiste de la Chine.

À quelques jours du congrès, le *New York Times* a publié une enquête sur la fortune amassée par la famille du premier ministre sortant Wen Jiabao. Qui, aujourd'hui en Chine, a intérêt à ce que sortent ces révélations sur l'enrichissement du Premier ministre ?

MARTINE BULARD. Beaucoup de gens... Tous les ennemis de Wen Jiabao et tous les amis de Bo Xilai. Ce dernier (ancien maire de Chongqing, ville-province de 32 millions d'habitants, ndlr) qui a lui-même été accusé en mars dernier de corruption et dont la femme Gu Kailai est accusée du meurtre d'un ressortissant britannique (elle a été condamnée en août dernier à la prison à perpétuité, ndlr) représente l'aile gauche du PCC : favorable à plus de droits pour les salariés dans le secteur social mais en même temps plus autoritaire au plan politique, et avec des méthodes assez expéditives.

Il a été mis sur la touche, et est désormais officiellement accusé de corruption massive et de « relations sexuelles inappropriées ». Son procès aura probablement lieu après le Congrès. Ses amis politiques peuvent donc avoir intérêt à sortir aujourd'hui des révélations sur Wen Jiabao pour montrer que leur champion n'est pas le seul à être impliqué dans des affaires.

Cela dit, rien n'est sûr : ce peut aussi être des gens qui pensent que Wen Jiabao va trop loin dans les réformes ; et on ne peut pas non plus écarter la possibilité que ce soit juste un choix du journal de sortir maintenant cette enquête fouillée...

Ce qui est certain, en revanche, c'est que la fortune de la famille Wen est un secret de polichinelle à Pékin et tous les observateurs en savaient non pas l'ampleur exacte mais l'existence. Wen Jiabao est entré en politique relativement pauvre et il va en ressortir très ➔

riche. C'est indéniable et cela écorne la légitimité des dirigeants du PCC auprès de la population.

De fait, on a le sentiment que ces dirigeants font de plus en plus souvent parler d'eux dans des affaires de corruption...

MARTINE BULARD. La corruption a pris de l'ampleur en Chine depuis quelque temps déjà. Il y a eu une commission d'enquête assez virulente au début des années 2000 et il y a également au sein du PCC une commission qui suit ce problème; la presse officielle aussi mentionne régulièrement la question et n'hésite pas à faire état de la hausse du phénomène.

Une vraie bataille est donc menée. Et c'est bien la corruption qui provoque la colère des chinois: pas tant l'enrichissement qu'ils ne condamnent pas en soi que les méthodes adoptées par les cadres et dirigeants pour parvenir à s'enrichir. Surtout quand cela a des conséquences pour la population avec, par exemple, des dégâts environnementaux.

Il faut aussi bien comprendre que cette montée de la corruption correspond à la hausse des affaires dans le pays; plus on privatise, plus il est possible de corrompre. Avec une donnée déterminante: contrairement à une idée répandue, la Chine est un pays décentralisé. Ces affaires se jouent donc à l'échelle des villes et des Provinces. Et il n'y a pas comme en France un corps de la fonction publique réparti sur tout le territoire qui pourrait faire office de garde-fou. Cette hausse de la corruption et la

récurrence des « affaires » indiquent que la Chine arrive au bout d'un système de développement et qu'il faut passer à plus de démocratie, dans le sens d'une écoute et d'une participation accrues des citoyens. Aujourd'hui, le budget de la police est supérieur à celui de l'armée! Il y a un véritable problème d'ordre public et chacun a bien conscience, y compris les cadres du Parti, que le pays ne peut pas poursuivre dans cette voie. Mais la question que tout le monde se pose est « pour aller vers quoi? ». À l'échelle locale, on voit se multiplier des expériences avec des conseils municipaux ouverts, des structures où la participation citoyenne est possible et prise en compte, etc. Mais on ne sait pas à ce jour si le Congrès va appuyer dans ce sens-là.

Justement, à l'approche du Congrès, ces affaires ne sont-elles pas instrumentalisées par les uns et les autres dans leur lutte pour le pouvoir?

MARTINE BULARD. C'est toujours difficile à dire. L'affaire Bo Xilai est-elle sortie parce que cela prenait une ampleur qui devenait impossible à dissimuler ou est-on en présence d'une manœuvre politique visant à éteindre l'aile gauche du PCC? Qui manipule qui? On ne le sait pas vraiment. En tous les cas, l'étalage actuel d'affaires n'est favorable ni à l'équipe sortante, ni à celle qui arrive.

Du coup, ce qui compte vraiment aujourd'hui, plus que les noms des nouveaux Président et Premier ministre, c'est de savoir quel équipage vont former les 9 prochains permanents du Congrès. Seul un ou

deux vont rester de la précédente équipe et on va peut-être revenir à 7 mais le véritable enjeu reste l'équilibre global. Car le numéro Un chinois n'a pas tous les pouvoirs. Le Comité permanent du bureau politique travaille au consensus. C'est donc toujours un subtil équilibre à trouver entre la nécessaire représentativité des différentes tendances du PCC - qui ne sont bien sûr pas officielles ni même organisées et/ou revendiquées - et l'obligation de former un groupe qui soit en capacité de travailler.

Le renouveau nécessaire du système chinois sera-t-il impulsé par la nouvelle équipe issue du XVIII^e Congrès selon vous?

MARTINE BULARD. Tous les entretiens que j'ai mené sur place lors de mes récents séjours, avec des membres du Parti, des intellectuels, etc., se recoupent: la grande caractéristique de ce Congrès, c'est que personne n'en attend rien. Ce qui est assez paradoxal puisque ce sont les mêmes qui disent que la Chine ne peut pas continuer comme ça... En fait, actuellement, la peur du chaos est un moteur puissant dans les couches moyennes de la société. Ils craignent plus que tout les conséquences qu'aurait un éclatement du système, un chaos social. Alors, tant que la croissance est là, il n'y a pas de remise en cause radicale et massive du système. Et plutôt que de prendre le risque d'un violent coup de barre, on préfère le statu quo.

← **EMMANUEL RIONDÉ**

L'Occident malade de l'Occident, co-écrit avec Jack Dion est paru chez Fayard en 2009.

Présidentielle US

Ce sont les séries téléés qui en parlent le mieux !

L'immense show de l'élection présidentielle américaine relayé sur Fox ou CNN occulte de profonds enjeux de société. Pour anticiper le résultat du 6 novembre, mieux vaut se tourner vers les séries télé, filiation balzacienne du feuilleton.

Dans un épisode fameux de *West Wing*, série racontant l'odyssée un tantinet homérique d'une administration démocrate (pendant que Bush Jr était dans « la vraie vie » aux affaires), le Président Bartlet, campé par Martin Sheen répliquait à son adversaire républicain : « *Trouvez-moi un slogan qui résume la politique en dix mots et j'abandonne !* » Voilà un condensé de ce que nous vivons depuis le début de la campagne : Obama ou Roomey à la recherche de la phrase qui tue. La formule qui fait mouche plutôt que le débat de fond. Pourtant l'Amérique a bien changé depuis la diffusion en 1999 de ce feuilleton tourné dans les couloirs et les bureaux obscurs de la maison blanche, décrivant les coulisses de la politique

« haut du panier ». Comme il paraît loin ce temps où les droits individuels préoccupaient encore les héros de la série télé. Mais depuis, le 11 septembre et le Patriot Act sont passés par là, et la défense antiterroriste à damer le pion à celle des individus. Dans *Person of interest*, deux héros improbables (un milliardaire parano et un ex-agent de la CIA) détournent un logiciel d'espionnage généralisé des citoyens, au nom de la menace terroriste, pour prévenir des crimes ordinaires. Nulle question ici de condamner un environnement quasi-totalitaire ; au contraire, il est fait reproche au gouvernement de ne pas utiliser tous les moyens à sa disposition pour protéger le brave citoyen lambda. Même point de vue défendu dans l'anecdotique *Blue Blood* où se distingue une dynastie de flics New

Yorkais – les Reagans (no comment !). Les networks US regorgent de cette idéologie, apparemment paradoxale, combinant une pulsion sécuritaire anxio-gène et une défiance viscérale envers

★ *The West Wing* (À la maison blanche) sept saisons en DVD chez Warner Bros. La série suit les deux mandats du Président démocrate Bartlet, et met en scène l'exercice du pouvoir. On y découvre un Président devant trancher sur les questions des armes à feu, de l'assurance-maladie ou du Moyen-Orient. Très réaliste mais pas franchement rassurant.

★ *Homeland* sur Canal Plus (saison 1) et chez Fox/Pathé. Un soldat américain de retour au pays après de nombreuses années de captivité en Irak. Un agent de la CIA est persuadé qu'il a été renvoyé sur le sol américain pour perpétrer un attentat.

★ *The Wire* – complète saison 1-5 » (Warner) La ville de Baltimore et ses ghettos comme laboratoire de des drames sociaux de l'Amérique, avec en toile de fond la guerre urbaine (absurde) qui oppose policiers et trafiquants de drogue.

★ *Treme*, sur France ô (saison 1 en DVD chez Warner Bros) À travers le destin contrarié d'un groupe de musiciens, la série fait un gros plan sur la ville de New Orleans abandonnée par les autorités après le passage de Katerina.

un gouvernement fédéral jugé incompetent ou indifférent aux sorts des « vrais américains ». Le tout dans des dramas formellement parfaits, ayant intégré les nouveaux codes narratifs et visuels de l'« iconoclaste » chaîne télé HBO. Cette nouvelle idéologie mise en scène dans les séries éclaire en partie les difficultés d'Obama. Si l'ancienne vague des séries policières avaient à cœur de disséquer le mal qui rongait l'Amérique, aujourd'hui les scénarios mettent l'accent sur « le danger vient de l'extérieur ». Autrefois, les *Experts de Las Vegas*, *NYPD* ou encore *911* pointaient la violence consubstantielle aux relations sociales (du couple aux tensions intercommunautaires). Désormais, il s'agit d'affronter un mal étranger qui s'immisce jusque dans les paisibles banlieues des classes moyennes. La version *Miami* des *Experts* recycle les clichés éculés des vilains castristes et de l'inquiétante mafia russe. La surcôtée série *Homeland*, dernière sensation outre-Atlantique (inspirée d'une série israélienne), détaille la traque par une agente américaine d'un ancien de la guerre d'Irak enrôlé par Al Quaida (qui se substitue au machiavélique KGB d'antan).

Car l'Amérique est en guerre. Et si les deux candidats flattent sans vergogne le patriotisme de leurs compatriotes ils évitent soigneusement d'aborder de front cette réalité. Les séries n'ont pas cette fausse pudeur. Pour elles, nul doute sur le bien fondé de cette guerre, ni sur le « visage » de l'ennemi. Elles

offrent une grande séance de psychanalyse nationale sur les traumas collectifs et confortent l'affirmation permanente d'être victime de la « violence » des autres et de l'ingratitude des « nôtres » (libéraux, gouvernement, etc). La très familiale *American Wives* (six saisons quand même) sur les épouses ou époux de soldats partis en Irak ou en Afghanistan en est l'archétype, lissant et euphémisant les situations.

Heureusement, on compte encore quelques productions télévisuelles pour décrire ce que personne ne veut plus voir, à savoir le « réalisme social ». La « Untold america », l'Amérique cachée, celle qui ne vote pas et dont les problèmes sont trop vulgairement « matérialistes » tient le premier rôle dans

The Wire ou *Treme*. La première nous plonge dans les bas-fonds de Baltimore, ville où les noirs sont majoritaires (64 %) et où la police et les trafiquants de drogues se livrent une guerre sans fin. Écrite par un des scénariste de *The Wire*, *Treme* zoome sur la nouvelle Orléans post-Katerina, le cataclysme jetant une lumière crue sur la réalité du pays, sur sa difficulté à se réunir, à croire à ses idéaux, à dépasser les clivages. Comme un boomerang, *Treme* rappelle toutes les promesses non-tenues de Barak Obama pour la construction d'une société post-raciale qui s'attaquerait enfin aux vrais maux du peuple. Mais comme dirait Dr House, le héros cynique de la série éponyme : « *Tout le monde ment !* »

← NICOLAS KSISS